



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,
après examen au cas par cas,
sur la modification
du schéma de cohérence territoriale (SCoT)
du Pays d'Auray (56)**

N° : 2019-006901

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) de Bretagne ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et du 19 décembre 2016, du 16 octobre 2017 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne ;

Vu la décision prise par la Mission régionale d'autorité environnementale dans sa réunion du 3 mai 2018 portant exercice des délégations prévues à l'article 15 de l'arrêté du 12 mai 2016 susvisé pour la mise en œuvre de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2019-006901 relative à la modification du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays d'Auray (56), reçue du président du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Auray le 4 mars 2019 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 16 avril 2019 ;

Considérant que les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

Considérant que la modification du schéma de cohérence territoriale du Pays d'Auray a pour objet celle de son document d'aménagement commercial (DACOM) concernant les zones d'aménagement commercial (ZACom) par :

- la suppression de la ZACom de Kérizan à Brec'h (15 ha) ;
- la réduction de périmètre (15 ha) de quatre ZACom sur les communes de Carnac, Auray, Belz et Pluvigner notamment par redécoupage de zones existantes ;
- la création de cinq nouvelles ZACom sur les communes de Crac'h et Saint-Philibert, Le Palais et Quiberon pour une superficie de l'ordre de 20 ha ;

Considérant que :

- le bilan global de consommation d'espace est positif au plan environnemental, dans la mesure où la consommation d'espace est moindre qu'au projet initial ;
- les périmètres n'impactent pas de façon notable les secteurs présentant des enjeux environnementaux ;

Considérant que :

- cette procédure de modification conserve les principes et objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;
- le nouveau SCoT a pour objectif de favoriser et de maintenir le commerce en centre-ville et d'encourager la mixité fonctionnelle ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la modification du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays d'Auray n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre IV du livre premier du code de l'urbanisme, **la modification du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays d'Auray (56) n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de la modification du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays d'Auray (56) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de participation du public.

Fait à Rennes, le 2 mai 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
de Bretagne, sa présidente ,



Aline BAGUET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne
DREAL / CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes Cedex

Le recours contentieux doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes Cedex